

**CDEN du 26 novembre 2021**

## **Déclaration préalable**



**ENGAGÉ-ES  
AU QUOTIDIEN**

Lors du CTSD qui a précédé ce CDEN, la FSU a une fois de plus dénoncé la politique hors-sol de ce gouvernement concernant l'Éducation nationale. Même dans sa communication, notre ministre est aux antipodes des préoccupations de la profession, comme lorsqu'il s'offusque de l'arrivée dans *le petit Robert* du pronom « iel », mais ne dit mot de l'attaque de la profession du *Figaro Magazine* accusant les enseignants d'endoctriner les élèves.

Il faut dire que le ministre de l'Éducation nationale avait précédemment accusé la culture « woke » de gangrener l'Éducation nationale, mais aussi laissé entendre que des personnels ne respecteraient pas les valeurs de la République. Il est clair que nous sommes bien loin de l'école de la confiance mais plus proches de celui de la défiance.

De même, le bilan positif évoqué dans les médias ne reflète pas la réalité du terrain. Depuis le début de ce quinquennat, le dialogue social est devenu un dialogue de sourds et les décisions ministérielles sont prises sans concertation et sans répondre aux besoins réels de la profession. Les conditions de travail des enseignants et d'apprentissage des élèves se sont ainsi fortement dégradées.

Il convient d'ajouter les conséquences de la crise sanitaire qui a révélé et amplifié les inégalités sociales et territoriales d'éducation et de formation. Conséquences qui n'ont pas été prises en compte puisque ce sont 7500 postes dans le second degré qui ont été supprimés pendant ce quinquennat, alors qu'un investissement massif en personnels était nécessaire comme l'a réclamé et le réclame encore la FSU.

Les réformes du lycée et du baccalauréat portées par Jean-Michel Blanquer continuent de susciter la désapprobation et la mobilisation dans les établissements. Bac local, suppression des séries, aggravation des inégalités entre élèves et entre établissements, évaluations permanentes, désorganisation des établissements, programmes trop lourds, dégradation des conditions de travail... Ainsi, les collègues nous alertent sur la fermeture d'une terminale et d'une seconde annoncées au Lycée Jacques Amyot, jetant la consternation dans des équipes déjà atteintes par cette réforme et l'organisation chaotique qui en découle.

Le réquisitoire est long. La logique de sélection de Parcoursup en fait un redoutable instrument de tri social. Les réformes s'accumulent et, telles les pièces d'un puzzle, donnent l'image d'un système éducatif réorganisé à l'aune des logiques du marché. La FSU maintient son opposition à cette réforme, éloignée des exigences d'une véritable démocratisation du lycée.

En ce qui concerne le premier degré, la loi Rilhac ne répond en rien aux demandes d'aides administratives de la part des directrices et directeurs d'écoles et se borne à instaurer une autorité fonctionnelle qui va créer des tensions dans les équipes.

Le dispositif PIAL symbolise assez bien cette politique éducative qui répond avant tout aux manques de moyens de notre administration au lieu de répondre aux besoins des élèves notamment ceux en situation de handicap. Dans l'Yonne ce sont ainsi 600 collègues AESH qui peuvent être déplacé.e.s comme des pions, alors que 63 notifications de la MDPH ne sont pas honorées, sans parler d'une rémunération indigne pour ces personnels reconnus comme indispensables par tous !

En plus de cette politique éducative préjudiciable aux équipes et aux apprentissages des élèves, nous devons toujours faire face à la crise sanitaire, dont l'annonce de la cinquième vague préoccupe légitimement l'ensemble de la population. C'est d'autant plus inquiétant que dans l'Éducation nationale, les nombreuses réformes ont mis le moral des agents au plus bas, comme le montre le nombre croissant de signalements au registre Santé Sécurité Travail traité en CHSCT. Cette instance n'a jamais été autant nécessaire mais sa fusion dès l'an prochain avec les CT nous inquiète : elle va réduire ses prérogatives dans les domaines de l'hygiène, de la sécurité, mais aussi en termes de proposition de prévention notamment dans le domaine des risques psychosociaux.

Cette dégradation des conditions de travail des personnels a des conséquences sur l'offre éducative dans l'Yonne : lors du dernier CTSD, Monsieur l'Inspecteur d'Académie nous a signalé que notre département était déficitaire de 128 enseignants en terme de ressources.

Ce manque de personnels n'est pas sans conséquences pour les élèves yonnais.e.s mais aussi pour les personnels. Concernant les élèves nous nous devons dénoncer la carence en personnels qualifiés dans l'ASH (Adaptation Scolaire et scolarisation des élèves handicapés). Manque de psychologues, de personnels spécialisés qui amène la DSDEN à nommer des professeurs débutants sur des postes comme ceux de coordinateur d'ULIS école et collège. La FSU dénonce cette pratique qui ne respecte ni les élèves, ni les personnels. Le Rectorat doit donner les moyens à notre département de former des personnels d'autant que la situation particulière de l'Yonne devrait nous rendre prioritaire.

Concernant les enseignants, ce manque de ressources restreint les possibilités de mutation et l'annonce d'une mutation à profil cette année risque fort d'être préjudiciable à notre département.

Les personnels qui souhaitent rester dans l'Yonne sont eux aussi touchés comme le prouve le peu de temps partiels accordés encore cette année. Il serait d'ailleurs intéressant de comparer les demandes sur autorisation de notre département avec celui de la Côte d'Or.

Loin de la verticalité imposée par ce gouvernement, la crise sanitaire aura démontré que c'est bien au niveau départemental que l'on règle les problèmes. Et plus on s'éloigne de ce niveau, moins on est efficace. Il serait bien que les autorités en prennent conscience, que ce soient les transports gérés par la région ou les moyens attribués aux collèges, on ne peut que constater que l'éloignement des interlocuteurs est au final préjudiciable aux usagers.

Reste que, si le niveau départemental est le mieux adapté, encore faudrait-il que de véritables échanges dans le respect du rôle de chacun soient engagés. Ainsi la FSU dénonce toujours l'investissement coûteux des serrures électroniques pour les collèges, décision prise sans aucune concertation avec les usagers et qui ne tient pas compte des besoins prioritaires dans nos collèges, ou l'engagement de chantiers sans véritable prise en compte des besoins des usagers.

Dans l'Yonne toujours, où l'on déplore souvent le manque d'attractivité, l'arrivée de nouveaux habitants qui quittent la capitale pour profiter de la campagne yonnaise, a laissé entrevoir la possibilité d'une déprise démographique.

Malheureusement cette évolution positive apparaît dérisoire après les annonces de fermetures de sites industriels importants sur notre département. Après SKF sur Avallon (150 emplois supprimés), c'est aujourd'hui l'entreprise Benteler Automobile de Migennes qui annonce une fermeture au cours de l'année 2022, avec la disparition programmée de 400 emplois !

C'est bien entendu un choc pour les salarié.e.s et leur famille mais aussi pour l'ensemble des habitants du Migennois comme pour l'Avallonnais.

La FSU ne doute pas de la sincérité des prises de parole et des interventions de chacun à son niveau pour qu'une autre solution puisse être trouvée, d'autant que le Président de la République a indiqué que la réindustrialisation de notre pays était une de ses priorités.

La FSU vous sollicite, Monsieur l'Inspecteur d'Académie, tout d'abord pour alerter le Rectorat afin de permettre aux établissements concernés, via les fonds sociaux, de faire face à l'augmentation des situations difficiles consécutives à cette fermeture, que connaîtront certaines familles pour assumer les dépenses de scolarité et de vie scolaire de leurs enfants.

Plus généralement, la FSU vous sollicite également, Monsieur l'Inspecteur d'Académie mais aussi, Monsieur le Préfet, Monsieur le Président du Conseil départemental, Madame la représentante de la Région, pour que les moyens humains et financiers qui seront attribués aux écoles, collèges et Lycées concernés prennent pleinement en compte le traumatisme de ces annonces et de leurs conséquences pour les élèves, et qu'une attention particulière sur ces territoires soit portée quant à ces moyens pour la future rentrée.